

@urieux

LE MAG DES ÉTUDIANTS DE NOUVELLES



MAIRIE DE NICE:
**L'inquiétude des
salariés**

SANTÉ:
Le boom des césariennes

ÉQUIPEMENT:
Accès aux stations

SOCIAL:
Les IUT en grève

Les salariés craignent la précarité

→ par **Marina Borriello**

La ville de Nice, prépare son propre plan de relance. Des mesures strictes vont être adoptées pour réduire les dépenses municipales. Une diminution des effectifs de fonctionnaires crée la polémique.



La mairie de Nice, au coeur de la polémique. Crédit photo: Marina Borriello

La Cigale, ayant chanté tout l'été, se trouva fort dépourvue, quand la bise fut venue ». C'est un peu la morale de l'audit des finances de la ville, rendu public jeudi dernier, par Christian Estrosi. Le cabinet privé Ernst & Young, a passé au crible les dépenses de la municipalité depuis 2003. Période à partir de laquelle la situation finan-

cière aurait commencé à se « dégrader ». Dans le collimateur, la gestion de Jacques Peyrat. L'audit l'accuse d'avoir recruté trop d'employés municipaux en favorisant « une croissance injustifiée et non maîtrisée des effectifs de fonctionnaires ». Malgré les transferts de compétences à la communauté d'agglomération, qui auraient dû entraîner une diminution des effectifs,

la ville a continué de recruter « plus de 1000 postes en sept ans ». Pour Jacques Peyrat, qui a rejeté ces accusations dans une interview accordée à Nice Matin, sa politique n'était qu'une façon de « combattre la précarité en titularisant des employés et en augmentant le régime indemnitaire ».

Effet inverse

À ce stade, la situation ne permettrait plus de maintenir un tel rythme. Christian Estrosi a annoncé qu'un poste de fonctionnaire sur deux ne sera pas remplacé après un départ à la retraite. Cette mesure concerne 200 fonctionnaires environ, d'après la mairie de Nice. Une décision qui reste incompréhensible pour le syndicat CGT des Fonctionnaires Territoriaux, qui dénoncent au contraire la perte de 20 agents en quatre ans et plus de 50 depuis 2002. Difficile donc de cerner le problème pour l'instant, mais les jeunes fonctionnaires s'inquiètent déjà. « On ne renouvelle pas les postes mais on met la pression sur

les personnes en contact avec le public », dénonce Sandra F. qui craint aussi que la suppression des postes ne s'accompagne d'un élargissement du volume horaire.

Salariés et étudiants

Cette mesure, qui permettrait à la mairie de faire des économies en réduisant le volume de fonctionnaires a un autre corollaire : le travail étudiant. En effet, la ville fait appel à des vacataires, souvent des jeunes étudiants qui travaillent avec les fonctionnaires. Si ces derniers viennent à manquer on se reposera de plus en plus sur les étudiants. Le danger pour la CGT, c'est de voir apparaître une politique de clivage salariés étudiants et de voir également la précarité s'accroître aussi bien chez les fonctionnaires que chez les vacataires.

Les fonctionnaires non, le patrimoine oui

→ Par **Marina Borriello**

La santé financière de la ville de Nice est « dégradée », constate l'audit récemment

dévoilé. Mais la mairie ne renoncera pas aux investissements nécessaires à la mise en état des bâtiments et autres équipements municipaux. Globalement les bâtiments communaux auraient besoin de 290 millions d'euros de travaux. Un budget faramineux. Impossible

pour l'heure de trouver les fonds, mais pour la mairie il existe une réelle urgence, notamment en ce qui concerne la remise en conformité des tunnels routiers, comme celui du Paillon Rive Gauche. Ce projet est évalué à 85 millions d'euros. Sans oublier le MAMAC qui attend un ravale-

ment de large envergure depuis près de vingt ans, coût : 10 millions d'euros, pour remplacer le marbre de la façade. Les années de retard prises sur l'exécution de ces travaux ont aggravé la situation qui menace, aujourd'hui, la sécurité et le confort des citoyens.

Reportage ★ Maternités

Césariennes : gare aux abus

→ par **Marie Chantrait**

Trop d'accouchements par césarienne sont injustifiés en France. La Fédération hospitalière de France (FHF) révèle, étude à l'appui, que leur nombre aurait doublé en vingt ans. Pas toujours pour des raisons strictement médicales. Les cliniques privées sont montrées du doigt.



Une pratique qui a doublé en 20 ans. Crédit photo: rsr.fr

Matthias a seulement quelques semaines mais c'est déjà un beau bébé, en pleine forme. Dans son berceau, sa mère ne peut s'empêcher de l'admirer encore et encore. Il est né par césarienne au mois de novembre à la clinique Saint Georges de Nice. Sylvie, sa maman, n'a pas hésité une seconde à prendre cette décision. « J'ai fait entièrement confiance à

mon gynécologue. Je lui ai dit que s'il pensait qu'il y avait le moindre risque pour le bébé et que pour lui il fallait faire une césarienne ; il n'y avait pas de problème ». À la clinique Saint Georges, 2041 accouchements ont été pratiqués en 2007. 23% étaient des césariennes. Un chiffre un peu au dessus de la moyenne nationale, qui a doublé en moins de vingt ans. À Nice toujours, à la clinique Santa Maria, dans

l'enceinte de l'hôpital Lenval, sur les 2060 accouchements, 623 ont été des césariennes, soit 30,2% des naissances. Ces deux cliniques figurent d'ailleurs dans la liste des cent établissements où le taux de césariennes est le plus élevé, établi par la FHF.

Des mentalités qui changent

Pour le docteur Daniel H., gynécologue obstétricien dans une clinique privée, ce phénomène s'explique très simplement. « Les mentalités ont changé. La technique médicale aussi. Les patients demandent beaucoup plus de garanties et de sécurité. Il y a quelques années une naissance qui s'annonçait par le siège était envisagée par les voies naturelles. Aujourd'hui la césarienne est décidée d'office ». Mais si la césarienne répond majoritairement à des nécessités d'ordre médical, son augmentation récente pose des questions.

Des abus constatés ?

Pour Véronique Anceaux de la Fédération Hospitalière régionale (PACA), les cliniques privées sont les premières concernées. Comment expliquer cet écart considérable et troublant entre certaines maternités ? « On ne peut exclure que la césarienne soit un moyen de gérer l'organisation des naissances, pour optimiser les « coûts de production » ». Un argument qui fait bondir la profession. Pour le Docteur Daniel H., « laisser croire que l'on va regrouper les accouchements et les césariennes en fin de semaine pour avoir la paix le week end ou mobiliser moins de personnel est complètement faux ».

Mais la césarienne reste un acte chirurgical lourd. Le risque de mortalité chez la mère est trois fois et demi supérieur par rapport à un accouchement par voies naturelles.

La prime d'assurance a triplé

→ Par **Julie Radatti**

Vingt mille euros. C'est le montant de l'assurance en responsabilité professionnelle payée en 2007 par Marc R., gynécologue et

obstétricien à Nice. Vingt mille euros pour pratiquer en clinique privée, « du racket » selon lui. En 2001, il ne payait que 6 000 euros. Pour s'acquitter de l'assurance, le médecin doit donc atteindre un chiffre d'affaire de 50 000 euros par an. « A 300 euros l'accouchement, je vais devoir en pratiquer pas mal » explique Marc R.

avec ironie. Un mal nécessaire, cependant, pour se protéger contre d'éventuelles poursuites judiciaires. Et d'ajouter : « Cette recrudescence médico-légale de la part des gens, depuis une dizaine d'années est insupportable. Même s'il faut comprendre leur besoin de sécurité ». En cas de procès, c'est l'hôpital qui est

responsable des actes du personnel soignant. Mais dans une clinique privée, le gynécologue est poursuivi personnellement. Les amendes allant de mille à plusieurs centaines de milliers d'euros, selon le préjudice.



300 policiers prennent leurs quartiers aux Moulins

→ par **Sébastien Iulianella**

Christian Estrosi inaugurait vendredi matin le flambant neuf commissariat de Nice-ouest. L'édifice fait la fierté du maire de Nice et Président du Conseil général et enthousiasme les policiers qui s'y sont installés. Un premier pas dans le renouveau du quartier des Moulins.



Le maire de Nice à l'inauguration du commissariat. Crédit photo: Sébastien Iulianella

Cet hôtel de police ultra moderne n'est pas un cadeau fait à la police mais un cadeau fait aux habitants des Moulins, et nous le leur devons». Le député maire de Nice l'a martelé devant une assemblée essentiellement composée de fonctionnaires de police et de riverains. L'imposante bâtisse grise de 5 400 m² qui trône désormais au

bout de la traverse de la Digue des Français est avant tout destinée aux 150 000 Niçois sur lesquels elle veille. Les 300 hommes du commandant fonctionnel Robert Pinhouet sont en effet en charge depuis ce matin de la sécurité des habitants de Nice sur la zone comprise entre le Var et le boulevard Gambetta.

« Fiers et impatients » Les Moulins à l'honneur

Christian Estrosi n'est pas peu fier de ce nouveau commissariat. Après avoir symboliquement coupé le ruban tricolore dans une ambiance bon-enfant inhabituelle devant un hôtel de police (les grilles anti-jets de projectiles qui barrent les fenêtres sont là pour le rappeler), il a expliqué que cet investissement sécuritaire de 17,8 millions d'euro du Conseil général était nécessaire et qu'il s'était personnellement impliqué dans sa réalisation.

C'est également le cas du directeur départemental de la sécurité publique. Dans son uniforme de cérémonie, Pierre-Marie Bourniquel a chaleureusement remercié Christian Estrosi et l'a assuré que les fonctionnaires de police étaient « très impatients de s'approprier leur nouvel outil de travail ». Il s'est également enorgueilli d'avoir contribué à la « première construction d'un hôtel de police dans la circonscription de Nice depuis plus d'un siècle ».

Outre le redéploiement des forces de la police nationale dans le quartier engendré par l'ouverture du commissariat, Christian Estrosi a insisté sur son implication dans un plus vaste projet pour le quartier des Moulins. Au programme sont prévues la réhabilitation de la cité, et surtout la création de l'« éco-valée », un large complexe qui s'étendra de l'aéroport jusque loin dans la plaine du Var et dont le maire de la capitale azurienne souhaite faire « la Silicon Valley du développement durable ».

Les badauds quant à eux ont donné peu d'intérêt à l'inauguration. « La seule chose positive dans tout ça c'est qu'il est plutôt joli et qu'il égaye un peu le quartier, mais à part ça, je ne pense pas qu'il nous serve à grand-chose ici » estime Nabil en promenant son chien sur la pelouse bordant la construction de quatre étages.

Un cas unique

→ Par **M. El Hangouche**

Pour faire sortir de terre le bâtiment de 5400 m² pouvant accueillir plus de 300 fonctionnaires, le Conseil général a fait appel au concepteur privé ICADE, filiale

de la caisse des dépôts et consignations. Ce partenariat est mis en place dans ces conditions : l'entretien du commissariat revient à la société privée ICADE et en contre partie le Département lui versera 1 235 905 euros de loyer par an pendant 30 ans. Une somme importante mais grâce

aux aides de l'Etat seuls 400 000 euros seront à la charge du Conseil général. Au terme de ce bail, l'édifice reviendra au Ministère de l'intérieur. Un système de financement unique en France qui fait la fierté du Président du Conseil général. Il l'a réitéré dans son discours en expliquant que

pour lui « la sécurité relevait aussi des compétences du département, on est gagnant-gagnant ». Pour Francis Lamy préfet des Alpes-maritimes, ce système est aussi une bonne chose : « cela va permettre d'approfondir les coopérations entre l'Etat et les services municipaux ».

Social ★ Grève

IUT : Une grève plébiscitée

→ par **Jérémie Levy**

La grève a débuté mardi dernier pour l'IUT du boulevard Napoléon III, à Nice-ouest. La loi dite de responsabilisation des universités (LRU) a été votée il y a plusieurs mois. Aujourd'hui, les étudiants, les enseignants et les directeurs d'institut universitaires de technologie craignent une baisse des subventions de l'Etat les concernant.



Les étudiants se préparent pour la grande manifestation prévue ce lundi. Crédit photo: Jérémie Lévy

Fraîchement sorties de « l'atelier de confection », des banderoles de soutien à la grève ornent l'entrée de l'IUT Nice Côte d'Azur. À l'entrée, plusieurs étudiants arborent un t-shirt sur lequel un « Etudiant en grève » orange fluorescent est inscrit. Ils sont une petite cinquantaine à œuvrer activement pour ce bras de fer contre la loi qui pourrait selon eux « rédui-

re l'âme des IUT à néant ». Stéphane, 20 ans est un de ces membres actifs et responsable de l'appel du matin en cette période de grève : « Nous sommes désormais en autogestion. Le matin, nous effectuons un pointage et notons les absents au fur et à mesure, avant d'entamer une assemblée générale durant laquelle un suffrage est organisé ». Vendredi, près de 90% des élèves ont voté en

faveur de la poursuite de cette grève, qui ne s'arrêtera pas, tant qu'une décision n'aura pas été prise.

re tous que cette grève ira jusqu'à son terme et qu'une solution sera trouvée dans les plus brefs délais ».

Inquiétude pour les partiels

Gisèle, enseignante en comptabilité, dans le secteur TC (Techniques de Commercialisation) soutient ses nombreux élèves grévistes : « Nous, enseignants, nous nous plions à la décision de nos élèves. Ils ne seront pas pénalisés pour l'obtention de leur DUT, même si nous avons décidé de reporter les partiels dès lors que la grève a été décidée ». La grande majorité des enseignants de cet IUT tend à encourager les étudiants mécontents à manifester, même si quelques cours marginaux ont eu lieu durant la grève. Gisèle pense que « certains profs n'étaient pas au courant du mouvement. Aujourd'hui, aucun cours n'est tenu dans les locaux. On espère

Une organisation redoutable

Les choses sérieuses débutent seulement lundi, où les étudiants des IUT de toute la région défilent dans le centre ville aux côtés des employés de la SNCF ainsi que plusieurs chefs d'entreprise solidaires du mouvement. Le défilé s'annonce haut en couleurs si l'on en croit Nicolas, responsable de « l'atelier » à l'IUT de Napoléon III : « J'ai investi beaucoup de mon temps et pas mal d'argent pour pouvoir me fournir en bombes à peinture et en draps pour confectionner des banderoles. Ici c'est une vraie fourmilière. Nous sommes une bonne trentaine à mettre la main à la pâte pour animer les prochaines manifestations ».

À l'encontre du mouvement

→ Par **Jérémie Levy**

Pour Anthony Marro, 19 ans et étudiant au secteur informatique, la vie à l'IUT ces derniers temps est plutôt

difficile. Cette grève, il ne peut rien faire pour l'empêcher, malgré sa présence à l'assemblée générale tous les matins. « Avec le vote à bulletin secret, je pensais que plusieurs de mes collègues allaient voter contre le mouvement. Mais ça n'a malheureusement pas été le cas... Il faut aussi dire

que la plupart des gens opposés à cette grève ne viennent pas à cette assemblée générale des étudiants ». Malgré son différent avec les organisateurs du mouvement de grève, il accepte la décision de ses enseignants : « Je comprends leur soutien envers les grévistes. Il en faut pour tout le

monde, mais j'estime que les cours devraient quand même être assurés pour ceux qui veulent y assister ! Au lieu de ça, nous nous retrouvons avec des partiels début janvier, en guise de cadeau de Noël ».



Montagne ★ Isola 2000

Les routes du département prêtes pour les J.O

→ par **Olivier Sclavo**

Isola 2000 est une station qui reste parmi les plus enneigées de France. À l'approche de la décision de confier, à Nice, les JO d'hiver de 2018, le déneigement de la route d'accès et sa sécurisation par rapport aux coulées de neige, est un test de plus pour l'organisation.



Isola 2000, toujours très enneigé. Crédit photo: Olivier Sclavo

Une vingtaine de personnes, un hélicoptère, des chasse-neiges, de la dynamite et le tout pour un coût qui avoisine les 10 000 euros. Voilà le dispositif mis en place pour purger les couloirs d'avalanches, ce matin, de la route du village d'Isola qui monte à la station de sports d'hiver, Isola 2000.

« Ça n'a rien d'exceptionnel de toute façon. Les gens ont vu plus de neige que d'habitude, mais l'enneigement n'est pas pire que les années précédentes ». Michaël Tessard, le responsable du domaine skiable d'Isola 2000, n'est pas troublé le moins du monde. « C'est un problème courant. La seule difficulté aurait été un mauvais temps qui empêcherait l'hélico de décoller ». L'opération « de routine »

n'aura bloqué la route que de 8 heures du matin à 10 heures 15. « Le conseil général des Alpes Maritimes s'occupe de la route et nous, nous mettons du personnel à sa disposition pour assurer un maximum d'efficacité et de sécurité », nous a précisé Michaël Tessard.

« On ne s'affole pas du tout »

« Déjà aujourd'hui on permet la sécurité des usagers de ces routes, alors on ne s'affole pas du tout ». Au conseil général, c'est 10 à 15 millions d'euros qui ont été alloués à l'entretien des voies de communication. « Nos équipes sont super entraînées. On a vite fait de se prendre un vol avec l'hélico. On manipule de la dynamite quand même! ». Apparemment cet épisode

neigeux serait exceptionnel. Mais tout est sous contrôle et les JO de 2018 sauront être parfaitement maîtrisés. « M. Estrosi ne partirait pas avec un dossier bancal ». Des investissements seront réalisés pour faciliter et améliorer encore le rendement des routes. Des nouvelles installations paravalanches seront installées en plus de dispositif de déclenchements fixes. « L'enveloppe qui a été avancée est complète, au niveau des investissements futurs, comme sur ce que nous avons aujourd'hui à notre disposition ».

Tout semble prêt pour accueillir les premières grosses vagues de vacanciers et qui sait peut être dans 9 ans les plus grands sportifs de la planète neige.

Un mort et des interrogations

→ Par **Olivier Sclavo**

Le skieur de 38 ans décédé dimanche sur le domaine d'Isola n'engageait que sa propre responsabilité. Pourtant dans l'optique d'une possible organisation des Jeux Olympiques d'hiver dans notre région se pose la question de la sécurité sur le domaine skiable. « Nous sommes rodés pour parer à toutes les éventualités. Je suis sûr de moi et de la sécurité de la station ». Michaël Tessard, le responsable du domaine d'Isola 2000, attend avec impatience les premiers assauts des amateurs de sports d'hiver. Les pistes sont damées, les remontées en bon état et le personnel entraîné. La saison s'annonce riche en neige et le sourire des professionnels du tourisme de montagne est de sortie. « Déjà ce week end il y a eu un gros brassage. Ça s'annonce bien ». Si le soleil est de la partie, avec les vacances de Noël qui approchent, Isola 2000 ne se pose qu'une seule question.

Comment rendre encore plus inoubliable le séjour des futurs touristes ?



Une révolution virtuelle

→ par **Romain Boselli**

Depuis quelques semaines, le quotidien de certaines maisons de retraite est quelque peu bouleversé. Celle qui est devenue l'attraction de la semaine et qui éveille la curiosité des pensionnaires est en fait une console de jeux aux vertus insoupçonnées.



La maison de retraite les Palatines. Crédit photo: Romain Boselli

L'essayer c'est l'adopter. Il semble bel et bien que la Wii soit en passe de s'imposer dans un milieu qui ne lui était pourtant pas destiné au départ. À Nice, la maison de retraite « les Palatines », membre du groupe Medica France, est déjà équipée de la console depuis le mois de septembre. Des ateliers sont proposés aux 57 résidents, une fois par semaine, pendant

environ une heure. Malgré quelques a priori, certains semblent tout de même s'être pris au jeu : « On a eu un peu de mal au départ car les résidents ne comprenaient pas forcément l'intérêt de la console. Mais après

quelques séances, un groupe d'une dizaine de personnes a commencé à jouer régulièrement », explique Patricia, animatrice à la maison de retraite.

Obliger les pensionnaires à faire du sport

On connaissait déjà l'intérêt des plus jeunes pour les consoles de jeux. Mais le virus semble s'être répandu à tou-

tes les personnes désireuses de maintenir une activité sportive. La Wii remplace désormais certaines séances de gymnastique, jugées démotivantes par les pensionnaires : « Cette activité permet de faire des mouvements en douceur et certains n'hésitent pas à en redemander », explique Patricia. Le jeu Wii Sport vendu avec la console, permet en effet de jouer de manière active à des sports aussi variés que le golf, le tennis ou encore le bowling. Preuve que le succès est total, la maison de retraite devrait investir rapidement dans une télévision plus grande et mieux adaptée à ce type d'activité : « cela permettrait aux personnes qui ne participent pas, de regarder les autres jouer pour les encourager ».

Un partenariat avec Nintendo

Le groupe Medica France a été l'un des premiers à parier sur les jeux vidéo. Après avoir testé avec succès, la Wii dans un de ses établissements au

Bourget, la société a décidé d'en équiper ses 89 maisons de retraite réparties dans toute la France. Installée depuis la rentrée, cette petite boîte blanche a rapidement été appréhendée par les pensionnaires. Le succès est d'autant plus important que la plupart des maisons de repos du groupe sont médicalisées et accueillent des patients à mobilité réduite. Nintendo avait pour vocation de révolutionner le monde des jeux vidéo et faire de la Wii une console intergénérationnelle. Le premier pas d'une véritable révolution a en tout cas été franchi en matière de loisirs pour les personnes âgées.



La console Wii. Crédit photo: goshopping.thestar.com

Wii mais attention...

→ Par **Perrine ZURAKOWSKI**

Les plateformes virtuelles sont depuis près de 15 ans utilisées par les kinésithérapeutes. Pour Jacqueline Casali, cadre de rééducation au CHU de Nice, « la

wii est le reflet de la statokinésie (kinésithérapie sous forme de jeux), avec une véritable amélioration des graphismes ». Le corps médical est formel :

« la wii est une véritable révolution, mais elle n'est pas encore adaptée aux normes européennes médicales ». Mises en garde

renforcées pour les sujets âgés. À usage personnel ces plates formes sont un véritable danger. « Une évaluation médicale est primordiale, il faut que l'effort corresponde aux déficiences du patient », souligne Jacqueline. Accélération du rythme cardiaque, tendinites ou diverses douleurs

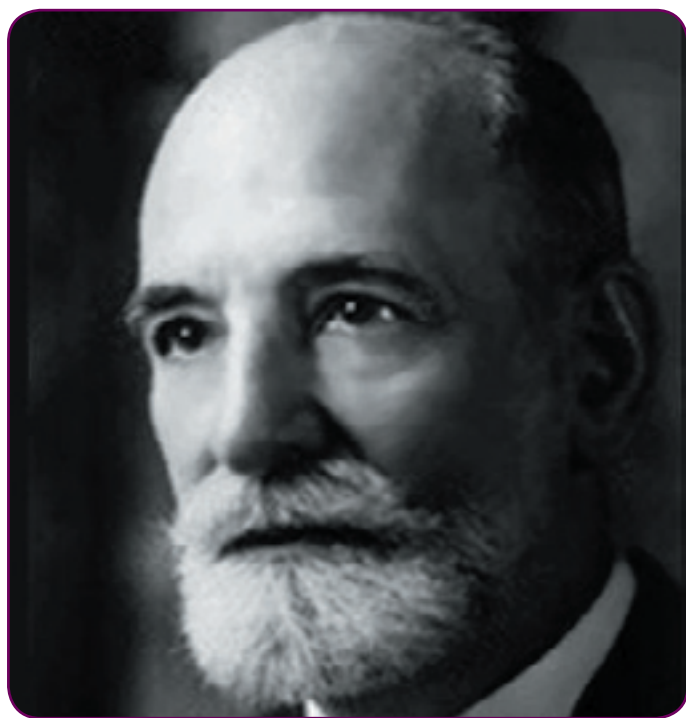
peuvent apparaître suite à une mauvaise utilisation. Les plates formes virtuelles permettent « de s'amuser en travaillant ». C'est aussi le moyen de retrouver du plaisir face à une activité sportive déconseillée. Un travail affectif et physique auquel les médecins disent « wii ».



L'homme des droits de l'Homme

→ par **Natacha Doaré**

Père spirituel de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, René Cassin est celui qui a apporté de l'humanité au texte des Nations Unies. Juriste niçois, il a consacré sa vie à la lutte pour l'égalité et la liberté de chacun.



Renée Cassin. Crédit photo: l'internaute.com

Tant que je vivrai je tâcherai d'être digne de ma condition d'homme, de ma condition de Français et de ma condition de Niçois », déclarait René Cassin, à Nice, en 1968, alors qu'il venait de recevoir le

prix Nobel de la Paix. Il a fait de sa vie, une lutte. De certaines valeurs, une priorité. Issu d'une famille juive niçoise, il est avec, Eleanor Roosevelt, le principal rédacteur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, proclamée

le 10 décembre 1948.

René Cassin était aussi membre de la Ligue des droits de l'Homme (LDH). La présidente de la section de Nice, Denise Manel se rappelle : « René Cassin était un homme qui vivait pour améliorer la vie des autres. Il voulait garantir le droit à la vie. Aller au-delà de la survie ».

Il était fier d'être Niçois. Cette reconnaissance, sa ville ne peut s'empêcher de lui rendre. Les associations comme les Amis de la liberté ou la LDH, organisent régulièrement des colloques dans la salle d'honneur qui porte son nom, au lycée Masséna. Salle qui est aussi l'ancienne classe de ce grand humaniste laïc. Denise Manel explique cet attachement : « Nous ressentons une ardente obligation de retrouver l'esprit qui animait René Cassin lorsque qu'il s'était adressé aux Niçois, le lendemain de l'appel du 18 juin 1940 ».

Le fondement de la vie

René Cassin avait tout simplement de l'espoir. « Cette

déclaration, disait-il, se présente comme la plus vigoureuse, la plus nécessaire des protestations de l'humanité contre les oppressions, dont tant de millions d'êtres humains ont été victimes à travers les siècles ». Il souhaitait avant tout que la déclaration soit une étape dans la construction d'un monde plus juste et plus respectueux des droits de chacun.

René Cassin est mort depuis plus de trente ans, mais les valeurs qui lui étaient chères sont toujours d'actualité. « A présent que nous possédons un instrument capable de soulever ou d'adoucir le fardeau d'injustice dans le monde, nous devons apprendre à l'utiliser. Car, lorsque toutes les nations feront de cette déclaration le fondement de leur politique, la fraternité et la Paix seront alors possibles ».

60 bougies pour réagir

→ Par **Natacha Doaré**

Mercredi la Déclaration des droits de l'Homme a fêté ses 60 ans. Une décennie de plus pour le texte emblématique. Mais qu'en est-il actuellement ? Dignité, justice et liberté

pour tous sont pointées du doigt. A Nice, les différentes associations profitent de l'occasion pour réagir et faire réagir. Alors s'agit-il d'une commémoration ? Louis Broch, des Amis de la liberté répond : « Commémorer non, mais profiter de l'occasion que nous offre cet anniversaire, pour dire notre inquiétude

sur les atteintes aux droits de l'Homme et parler des droits nouveaux oui ! »

L'heure du bilan a sonné et à Nice comme partout en France, c'est le même son de cloche. La Déclaration universelle des droits de l'Homme reste l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations. Car les anniver-

saïres n'ont d'intérêt que si les grands principes proclamés ne sont pas démentis par les faits. Peut-être faudrait-il commencer par l'article premier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».



Le petit plus des entreprises

→ par **Aurélié Mignone**

À Nice, le Forum de l'Entreprise crée l'événement : le tout premier festival de lipdub. Fraîchement débarquée il y a tout juste deux ans en France, la vidéo promotionnelle a réussi à s'étendre dans l'hexagone. Zoom sur un phénomène atypique d'envergure nationale.



Yves Lefèvre, organisateur du premier festival Lipdub.
Crédit photo: Bénédicte Jourdiér

Lipdub ? Quèsaco ? Un anglicisme pour play back. Mais encore ? Un petit clip vidéo, mis en ligne sur internet, à mi-chemin entre le karaoké et l'autopromotion. Née dans une boîte de communication américaine, l'idée de départ est de promouvoir une entreprise en montrant un côté « fun » et déjanté pour casser l'image sérieuse « ordinateur-cravate ». L'objectif: recruter tout en faisant sa pub. Mais le lipdub n'est pas qu'une

partie de rigolade car il y a des règles. Filmer en une seule prise, ne pas couper les plans au montage, trouver une chanson... Et la bête noire de toutes les équipes : en apprendre les paroles par cœur ! Un gros travail doit donc être fait en amont, de la distribution des rôles à la mise en scène d'un petit scénario.

Petite initiative deviendra grande

À NRJ Nice, Marie-Line Guy

parle surtout « d'outil de motivation salariale et de communication interne », tout ceci dans le but de « créer une cohésion entre tous les employés de la radio ». Si les salariés niçois sont les premiers à lancer l'idée au sein de NRJ, ils devraient bientôt être imités par le reste de la maison. Jeudi à Paris, le comité de direction a été séduit par le projet, l'occasion de créer une future compétition amicale. À la rédaction de Nice, on prévoit même de remonter la vidéo pour y inclure les vœux d'usage en cette fin d'année. N'en déplaise à Robert Roux, président fondateur du Forum des Entreprises, dont le but à la création de son initiative, était « d'ouvrir un espace de rencontre et d'échange entre porteurs de projets et investisseurs ».

« Gadget » et pourtant...

À l'origine du festival, Yves Lefèvre se souvient de la naissance de son projet « un peu fou » il y a six mois : « Chacun a essayé d'amener ses compétences. Ce qui était difficile car au départ, nous n'avons pas

été pris au sérieux ». S'ajoute à cela un budget restreint. Mais aujourd'hui tout ceci a pris de l'ampleur, certains établissements scolaires sont même venus se greffer à ce projet, initialement prévu pour les entreprises. A ce sujet Yves répond : « il n'y a pas de sectarisme à avoir, on ne voulait pas refuser de participants ! » Habitué à la « com » avec son agence Fylcreation de Grasse, ce quadragénaire veut avant tout « montrer de l'humain ». Ces moments de plaisirs étaient en fait les uns à côté des autres, mais il manquait quelque chose, un lien... Et ce lien entre toutes ces bonnes humeurs c'est le festival qui le créé.

« Délire d'entreprise »

→ Par **Bénédicte Jourdiér**

« De la tchache? Envie de réussir? Rejoignez-nous! » C'est le slogan de l'entreprise Apiphone, diffusé dans le lipdub. « L'idée est venue de la Pdg Chloé Forner »,

précise le manager Ludovic Angiolini. « Un moyen sympa de filmer notre cadre de travail et de diffuser l'esprit de la boîte pour recruter mais pas seulement ! » En août dernier, les salariés d'Apiphone ont réalisé plusieurs prises. Ils avaient la chance de connaître un ami « fin connaisseur » de l'ima-

ge. « L'occasion de passer de bons moments avec la quinzaine de salariés que nous étions il y a quelques mois », ajoute Ludovic, acteur à ses heures perdues. Aujourd'hui ils sont une quarantaine, mais le jeune manager avoue : « On ne doit pas tout au lipdub ! S'amuser dans une en-

treprise, un principe pas toujours apprécié. A NRJ Nice, Marie-Line Guy, commerciale, a su défendre son projet. La direction était réticente en découvrant d'autres films diffusés sur le net. Mais l'important selon Marie-line « c'est de jouer le jeu et d'accepter la dérision ».



Culture ★ Théâtre

Les subventions nuisent à la création

→ par **Magali Menin**

Du 11 au 14 décembre se tenait à Nice le forum du théâtre européen. Sous la présidence de Jorge Semprun, scénariste et ancien Ministre de la Culture d'Espagne, directeurs de théâtre, metteurs en scène, comédiens et professeurs ont débattu de l'avenir économique du théâtre.



Des débats très suivis. Crédit photo: Vanessa Dessi

Le théâtre ne va pas mourir parce qu'il n'y a plus d'argent ». Robin Renucci comédien et réalisateur n'est pas inquiet. « L'avenir économique du théâtre européen réside dans la réorganisation de ses schémas traditionnels ». Les intervenants du forum sont unanimes : l'avenir du théâtre passe par une dépolitisation de la nomination du ministre de la Culture et ce, quel que soit le pays ». Daniel Benoin, directeur du Théâtre National de Nice (TNN) voit dans ce ministère « le germe de la nouvelle censure ». Il explique : « quand on dit qu'il n'y a plus d'argent pour les subventions et que le ministère de la Culture doit faire des

choix, je m'interroge sur les critères retenus ». Il poursuit : « la crise économique se répercutera tôt ou tard sur les créations. Les professionnels des arts vivants auront un besoin accru de subventions. Dès lors toute forme de censure économique est possible ». Dans ce contexte, les amateurs de théâtre peuvent se demander quelle est la marge de liberté des directeurs de théâtre pour élaborer chaque saison. Daniel Benoin devance les questions. « J'ai une anecdote : une troupe suédoise m'a présenté il y a quelques semaines une pièce sur Nicolas Sarkozy ». Je ne l'ai pas programmée. Elle ne me plaisait pas. La censure a disparu. La peur de perdre

les subventions de l'Etat l'a remplacée.

L'intérêt du gouvernement français pour la télévision

Censure. Ce mot fait encore peur, mais la plus grande crainte aujourd'hui pour les professionnels du théâtre c'est l'intérêt porté par le gouvernement français à la télévision. Pour Emmanuel Wallon professeur de sociologie à Paris X, les efforts politiques, et par conséquent économiques, se tournent vers l'industrialisation de la télévision au détriment des arts vivants. Autrement dit « à la vérité criante des coulisses du théâtre succèdent les effets spectaculaires des émissions télévisées ». Economie et théâtre : couple impossible ? Peut être. Pour Benjamin Corre, metteur en scène, « les arts de la scène sont incompatibles avec les lois actuelles du marché ». Il convainc l'auditoire en lançant : « Aujourd'hui, l'aventure financière a remplacé l'aventure culturelle ».

Roumanie : un pays à l'âme culturelle

→ Par **Vanessa Dessi**

Dans ce pays de l'Est, une période de transition s'inscrit dans l'histoire culturelle. D'un côté, l'influence du communisme et d'un autre côté, une émergence de liberté. Encore récemment à la télévision roumaine, des émissions étaient consacrées à la culture, souvent même en prime time. Mais progressivement le modèle capitaliste l'a emporté. Les émissions de 21h sont passées peu à peu à minuit. Et la culture a subi une sorte de mise à niveau selon le modèle occidental. « Avant la crise, dans de très petites villes, on pouvait voir de grands spectacles. J'ai le sentiment que la culture chez moi est essentielle à notre quotidien », explique Andreas Demeter, secrétaire d'Etat à la Culture et aux Cultes en Roumanie. Même s'il n'y a pas beaucoup de moyens en Roumanie, la culture reste très importante pour le pays. Contrairement à la France, toutes les banques roumaines sont en compétition pour soutenir le théâtre. La culture de l'Europe de l'Est est encore aidée, aujourd'hui, pour des raisons de prestige symbolique.

Curieux

Espace Carrare
N° 69 rue de Roquebillière
06300 NICE
Tél. : 04.97.08.28.28
Fax : 04.97.08.28.29

Responsable de la Rédaction :
Marie BOSELLI

Rédacteur en chef :
Michel Bernouin
Rédacteurs en chef adjoints :
Marine Laugénie et Anouchka Filc
Secrétaire de rédaction :
Marine Laugénie et Anouchka Filc

Rédacteurs en 3ème année à NOUVELLES
option audiovisuel
et tous les journalistes-professeurs
de NOUVELLES